

Où la politique de Macron tourne l'émancipation humaine

ÉGALITÉ

de Autain
ance insoumise
aint-Denis

nt sur une ambiguïté
dans la proximité du
Par un tour de passe-
étendent donc « libérer
e du matin au soir la
à l'émancipation des
ourloupe est aussi an-
que. En revendiquant,
le liberté, il s'agit de
t des richesses, de la
son sinistre corollaire
s le funeste résultat de
depuis des décennies
manuel Macron a choisi
e profit et la rente sont
tions redistributives,
explosent.
contrevient à l'intérêt
qui voient leur qualité
comme Martha Nuss-
martya Sen a développé
erté n'est qu'un mirage
e, de quoi manger, se
ne société qui progresse
les « capacités » des
ssibilités pour chaque
e, libre parce que plei-
é chevillée au corps de
t des puissants. Elle ne
phe Castaner sur ces
place en centres d'hé-
re pris au sérieux. Nous
qui considère que cha-
toutes les clés de son
le choisir sa vie. Cette
ocessus de domination,
Viser l'émancipation
brèche les mécanismes
x, et non de les ignorer.
minants, la liberté doit
ailleurs, pour corollaire
cial et l'affaiblissement
n laquelle la liberté du
nocratie et les libertés
du XX^e siècle. La France
n binôme cohérent : li-
ble social accru. Oui, le
asse aux migrants ou la

RAPPEL DES FAITS

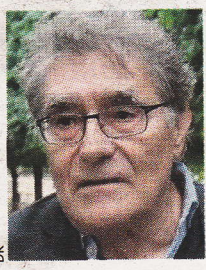
En évoquant ce fil conducteur de « l'émancipation » pour guider sa politique, le chef de l'État prend le risque d'être contesté sur ses finalités.



brutalité vis-à-vis d'une jeunesse rebelle vont de pair avec une politique de dérégulation de l'économie. Dans le monde ultralibéral, la surveillance des libertés devient nécessaire pour affirmer le pouvoir de l'État qui s'en est dépossédé sur le terrain économique, pour limiter les espaces de contestation et mieux laminer les possibilités d'insoumission. Ajoutez une pincée de méritocratie, laissant accroire que notre société n'est pas favorable aux héritiers et aux rentiers mais à celles et ceux qui auraient tout simplement la volonté de réussir. Complétez d'une bonne dose de technocratie, augmentant la distance entre les inclus et les exclus. Le résultat est à la hauteur des crises sociales et démocratiques que nous traversons. Nous voici dans *Moi, Daniel Blake* de Ken Loach. À des années-lumière de l'émancipation humaine. •

Dernier ouvrage paru : *Notre liberté contre leur libéralisme. 1968-2018* (Éditions du Cerf, 2018).

LES PRINCIPES DE LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE



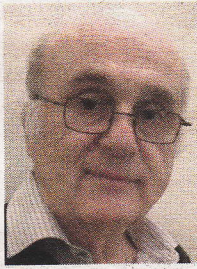
André Bellon
Président de l'Association
pour une Constituante

À l'occasion du premier anniversaire de l'élection d'Emmanuel Macron (ah, ce goût pour les commémorations stupides!), on entend se développer en boucle un refrain selon lequel le président respecte le programme pour lequel il a été élu. Il n'est pas inutile de rappeler que, si l'actuel titulaire de l'Élysée a bien été constitutionnellement élu, ce n'est pas son programme que les citoyens ont avalisé. Au premier tour, qui caractérise justement le soutien à un programme, Emmanuel Macron a obtenu à peine plus de 18 % des inscrits. Le deuxième tour exprimait surtout le refus du Front national, non un appui à un projet et, même dans ce contexte, l'heureux élu n'a pas atteint 44 % des inscrits. Prétendre qu'un tel résultat engageait un programme n'est qu'une triste plaisanterie. Il revient à l'esprit, à l'occasion de ces déclarations, une thèse très à la mode dans les milieux philosophico-politiques depuis des décennies. Tocqueville aidant, on nous met en garde quant à une présumée « dictature de la majorité ». Certes, la nécessité de contre-pouvoirs

ne fait aucun doute, et notre Constitution en manque cruellement, mais l'idée d'une « dictature de la majorité » est plus que douteuse. Imagine-t-on qu'une dictature de la minorité soit préférable ? Et n'est-ce pas le danger qui nous guette ? Car il n'est pas acceptable qu'un pouvoir aussi absolu que celui du président de la République procède d'une légitimité électorale aussi faible. La question des institutions est depuis longtemps au cœur de la crise politique et sociale. Elle devient encore plus dramatique lorsqu'un pouvoir aussi faible veut imposer des mesures fort minoritaires, renforcer le pouvoir présidentiel, aussi bien sur le territoire national en écrasant les collectivités locales que dans une vision européenne bien éloignée de la volonté du peuple. Cette situation engendre des tentatives tout aussi minoritaires, certaines prônant la violence, d'autres contestant les principes mêmes de la souveraineté populaire, du citoyen et de son droit au vote, attaquant l'essence même du suffrage universel. Rien de malheureusement plus logique, ces tentatives condamnables trouvant naissance dans la forme de dictature engendrée par le système.

Une telle situation nous mène à des affrontements graves et des phénomènes de violence de plus en plus manifestes. La solution se trouve dans le retour aux principes fondamentaux de la démocratie, à partir des citoyens, dans les communes comme dans les quartiers. Ce travail permettra la redéfinition d'un contrat social, fondement nécessaire à l'équilibre national comme à la réaffirmation de saines relations internationales. Tel est le sens du processus menant à l'élection d'une Constituante en France qui, loin des solutions clés en main de tous les pouvoirs autoproclamés, est la seule solution pacifique, démocratique et rassembleuse aux défis du moment que nous traversons. •

LA TIÉDEUR DE L'EAU



Marie-Jean Sauret
Psychanalyste et auteur

Pourquoi ces gesticulations contre le Venezuela ou encore Cuba, et cette complaisance envers l'Arabie saoudite et Israël ? Les crimes que l'on dénoncerait là ne disqualifient-ils pas la morale prêchée ici ? Le cours du pétrole tient-il lieu d'éthique ? 18,24 % des inscrits à un premier tour et 43,6 % à un second (Macron) sont démocratiques, et 29 % des inscrits (Maduro) n'est pas légitime, et 23,86 % des exprimés valent mieux que 68 % des exprimés ? L'ingérence étrangère et les « sanctions » internationales sont légitimes là quand la suspicion d'une ingérence de Moscou ici est un scandale ? Le référendum est paré de toutes les vertus si le résultat conforte la logique néolibérale, et un danger pour la démocratie quand il va contre (Constitution européenne, Grèce, Air France, SNCF...) ?

Suite page 13